



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de la protection des populations

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE DES ÉTABLISSEMENTS J. MENUT À SAINT-CYR-EN-VAL

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, et notamment son article 4. III. qui dispose que « *L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé* ».

Vu l'arrêté préfectoral du 20 février 2020 autorisant la société ETABLISSEMENTS J. MENUT à exploiter une installation de tri, transit, regroupement de déchets, de traitement de déchets métalliques et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage située ZI de la Saussaye, 383 rue du rond d'eau à SAINT-CYR-EN-VAL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier du 4 avril 2025 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique du 17 avril 2025 ;

Considérant qu'à la date du 5 mars 2025 il avait été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 « *L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées* » ;

Considérant les points de rejets aqueux de l'établissement définis dans l'arrêté préfectoral du 20 février 2020 ;

Considérant que l'exploitant a réalisé trois campagnes de prélèvements suivies d'analyses dont les résultats ont été saisis via l'outil GIDAF pour le point de rejet n°3 associé à la zone dite « BV1 » ;

Considérant qu'à la date du 19 août 2025, il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF pour le point de rejet n°4 associé à la zone dite « BV2 » ;

Considérant que la zone « BV2 », qui comprend des stockages de bennes et de déchets, accueille des activités susceptibles de souiller les effluents générés par le ruissellement des eaux pluviales ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure les ÉTABLISSEMENT J. MENUT de respecter les prescriptions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 – La société ETABLISSEMENTS J. MENUT exploitant une installation de tri, transit, regroupement de déchets, de traitement de déchets métalliques et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage située ZI de la Saussaye, 383 rue du rond d'eau à SAINT-CYR-EN-VAL est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en transmettant **sous 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, via l'outil dématérialisé GIDAF les résultats des 3 campagnes de mesures requises par ledit arrêté au point de rejet n°4 (BV2).

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **21 AOUT 2025**

**Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général**



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

S 1 WONT 5052